

La délégation de la Chambre des Représentants et celle du Haut Conseil d'État libyens qui participent au deuxième round des séances du dialogue inter-libyen, ont appelé lundi à Bouznika, au Maroc, les parties internationales engagées dans le processus de Berlin et participant à la réunion sur la Libye en marge de l'assemblée générale des Nations-Unies, à soutenir le processus de Bouznika "qui a réalisé des résultats positifs".

Dans son allocution au nom des deux délégations, Driss Omran, de la Chambre des Représentants libyenne, a exprimé les remerciements des deux délégations aux parties internationales engagées dans le processus de Berlin et participant à la réunion sur la Libye en marge de l'assemblée générale des Nations-Unies pour les efforts déployés afin d'élaborer une vision globale à même de mettre fin à la crise libyenne.

Il a rappelé, par la même occasion, les précédents engagements des parties internationales notamment les paragraphes 37 et 38 des conclusions de la conférence Berlin 1, en les a appelant à soutenir le processus de Bouznika qui a réalisé des "résultats positifs".

Les deux délégations ont affirmé, que les séances du dialogue accueillies par le Maroc "ont été empreintes d'une ambiance positive et d'un esprit optimiste, ce qui a permis d'unifier les visions concernant les critères relatifs aux sept postes de souveraineté en Libye".

Par ailleurs, M. Omran a rappelé que les deux délégations sont parvenues lors du premier round du dialogue inter-libyen le mois dernier à des importants consensus en ce qui concerne les mécanismes d'unification des institutions souveraines, affirmant qu'il y a une volonté à continuer à œuvrer au sujet des critères dans les plus brefs délais.

Par la même occasion, M. Omran a renouvelé ses remerciements au Royaume du Maroc, Roi, gouvernement et peuple, pour la disposition permanente et l'engagement à faciliter depuis des années le dialogue inter-libyen lors de ses différentes étapes, en œuvrant à garantir toutes les conditions appropriées et favorables pour réunir Les Libyens et rapprocher les vues pour parvenir à un consensus à même de trouver des solutions permettant d'unifier les institutions souveraines.

Par ailleurs, il a souligné que la délégation du Haut Conseil d'État et celle de la

Chambre des Représentants se rencontrent à nouveau au Maroc frère pour reprendre le dialogue inter-libyen entamé le mois dernier, et ce, pour résoudre les questions liées aux institutions de l'Etat notamment celles souveraines, le but étant de répondre aux attentes du peuple libyen et à ses aspirations à des conditions de vie digne surtout dans cette conjoncture critique à cause de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19 et de la dégradation des services de base.

Il a ajouté que les membres des deux chambres ont œuvré, à travers les différents comités du dialogue, en vue d'assumer leurs responsabilités nationales et juridiques définies par la déclaration constitutionnelle et l'accord politique libyen signé à Skhirat, déplorant la division politique, les ingérences étrangères et les différentes tentatives de perturbation qui ont fait perdre beaucoup de temps et d'efforts de même que plusieurs opportunités ont été ratées.

Le responsable libyen a noté que la détérioration dangereuse et inquiétante que connaissent les principales institutions, dont les institutions souveraines et de service, a poussé la chambre des représentants et le Haut Conseil d'Etat à déployer des efforts exceptionnels pour parvenir à des consensus en unifiant les institutions, tel que prévu par l'article 15 de l'accord politique.

De son côté, le président de la Chambre des Représentants libyenne Youssef El Akkouri a exprimé ses remerciements au Maroc pour tout ce qu'il a présenté et continue de présenter pour « la paix, la concorde, la stabilité et la sûreté en Libye », affirmant que le Royaume restera toujours un pays de générosité pour instaurer la paix et unir les Libyens.

Pour sa part, le président de la délégation du Haut Conseil d'État libyen, Fawzi Al-Agab, a mis en avant le rôle primordial des pourparlers libyens, qui ont permis de réaliser des avancées importantes sur les critères de choix des occupants des postes de souveraineté, ajoutant que le débat se poursuit pour parvenir à une formule consensuelle, commune sur ces critères. (Fin)